

**Veille de l'Observatoire**  
Numéro 40 (mars 2008)

**La veille de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, para-gouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes.**

**L'information est présentée selon le niveau d'intervention. S'il y a lieu, les réactions des ONG sont placées à la suite des informations relatives aux milieux gouvernementaux. Autrement, elles font l'objet d'une rubrique séparée.**

**La veille est aussi disponible sur notre site Internet:**  
<http://www.criec.uqam.ca/observatoire/veille.htm>

**Pour recevoir la Veille de l'Observatoire par courriel, SVP en faire la demande en communiquant avec [criec@uqam.ca](mailto:criec@uqam.ca)**

**DANS CE NUMÉRO:**

1. Rapport annuel de la Commission canadienne des droits de la personne
2. Données statistiques sur l'origine ethnique et les minorités visibles
3. L'avenir de la jeunesse autochtone au Canada
4. Le Canada présente des modifications à son système d'immigration
5. Nouvelles mesures visant à favoriser l'intégration et la francisation des immigrants
6. Accès à la fonction publique en France : des discriminations persistent
7. Situation mondiale des réfugiés et des demandeurs d'asile : rapport sur les niveaux et les tendances dans les pays industrialisés
8. Suivi de Durban : le **Conseil des droits de l'homme** tient un débat général sur la lutte contre le racisme
9. Union européenne : rapport sur les besoins des communautés musulmanes
10. Les peuples autochtones et les minorités seraient les plus affectés par les changements climatiques

# GOVERNEMENTS, INSTITUTIONS PARA-GOUVERNEMENTALES ET INTERNATIONALES

## À OTTAWA...

### 1. Rapport annuel de la Commission canadienne des droits de la personne

La **Commission canadienne des droits de la personne** a rendu disponible son *Rapport annuel 2007* ([http://www.chrc-ccdp.ca/pdf/ar\\_2007\\_ra\\_fr.pdf](http://www.chrc-ccdp.ca/pdf/ar_2007_ra_fr.pdf)) dans lequel elle dresse un bilan des actions menées au cours de la dernière année, notamment à l'égard des questions autochtones, de la haine sur Internet, de la sécurité nationale et des droits de la personne. La Commission fait aussi un retour sur la décision du Canada de ne pas appuyer la *Déclaration des droits des peuples autochtones* et elle « prie instamment les chefs des gouvernements et des Premières Nations de collaborer pour trouver des façons novatrices de promouvoir les principes de la *Déclaration* et de mettre en œuvre les normes qui y sont fixées ».

### 2. Données statistiques sur l'origine ethnique et les minorités visibles

**Statistique Canada** vient de publier le rapport *La mosaïque culturelle du Canada, recensement de 2006* (<http://www12.statcan.ca/francais/census06/analysis/ethnicorigin/pdf/97-562-XIF2006001.pdf>) qui présente des analyses détaillées des données du Recensement de 2006 portant sur l'origine ethnique et les minorités visibles. Selon le rapport, la population du Canada a déclaré plus de 200 origines ethniques dans le cadre du recensement de 2006. La proportion de personnes ayant déclaré des ascendances multiethniques a continué d'augmenter en 2006, alors que 41,4% des personnes ont déclaré plus d'une origine ethnique, comparativement à 38,2% en 2001. Finalement, entre 2001 et 2006, la population canadienne des minorités visibles s'est accrue de 27,2%, soit cinq fois le taux de croissance observé pour l'ensemble de la population. Selon le rapport, cette croissance serait attribuable à la proportion élevée de minorités visibles parmi les nouveaux arrivants.

### 3. L'avenir de la jeunesse autochtone au Canada

Avec la collaboration de la **Direction de la recherche et de l'analyse du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada**, Le **Projet de recherche sur les politiques du gouvernement du Canada**, vient de publier *Entre espoir et adversité : la jeunesse autochtone et l'avenir du Canada* ([http://www.policyresearch.gc.ca/doclib/Horizons\\_Vol10Num1\\_final\\_f.pdf](http://www.policyresearch.gc.ca/doclib/Horizons_Vol10Num1_final_f.pdf)), un numéro spécial de la revue *Horizons* qui présente des informations sur les tendances émergentes, les perspectives favorables et les incidences de la croissance rapide de la population des jeunes Autochtones sur les politiques. Selon le document, à un moment où l'attention est portée sur le vieillissement de la population et le dépeuplement des régions rurales, « la croissance phénoménale de la population autochtone passe inaperçue ». De plus, en dépit de certaines améliorations, les jeunes Autochtones accusent toujours un retard important par rapport aux autres jeunes Canadiens en ce qui a trait à la réussite scolaire, à la santé mentale et physique, ainsi qu'aux perspectives d'emploi. Des comptes rendus de recherche portant sur l'éducation, l'emploi, les politiques, la santé et autres problématiques touchant les jeunes Autochtones sont aussi présentés dans le numéro.

#### 4. Le Canada présente des modifications à son système d'immigration

Le **gouvernement du Canada** a présenté des modifications législatives (<http://www.cic.gc.ca/francais/ministere/media/documents-info/2008/2008-03-28.asp>) à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* « afin de moderniser le système d'immigration du Canada, en vue de réunir plus rapidement les familles et d'accélérer l'arrivée des travailleurs qualifiés ». L'objectif principal visé par ces changements est de rendre le système d'immigration mieux adapté au marché du travail. Selon le gouvernement, « l'un des problèmes actuels que le système d'immigration doit affronter est le nombre important de personnes attendant le traitement de leur demande ». Le problème serait particulièrement criant dans la catégorie des travailleurs qualifiés. D'autres mesures visant l'intégration des immigrants au marché du travail canadien et la rétention des étudiants étrangers ont aussi été annoncées.

Plusieurs organismes de défense des droits des réfugiés et personnes immigrantes s'opposent à ces nouvelles mesures. Notamment, le **Conseil canadien pour les réfugiés** (<http://www.ccrweb.ca/fra/media/communi/17mars08.htm>) croit que les mesures proposées nuiront à la réunification familiale. L'organisme dénonce particulièrement l'élimination de l'obligation d'étudier les demandes fondées sur des considérations humanitaires faites à l'extérieur du Canada, alors qu'il s'agirait de la « seule option pour plusieurs personnes en vertu de la loi sur l'immigration, dont des enfants qui tentent de se réunir avec leurs parents ». Ces nouvelles mesures iraient à l'encontre des objectifs d'équité et de transparence du système d'immigration.

## À QUÉBEC...

#### 5. Nouvelles mesures visant à favoriser l'intégration et la francisation des immigrants

Le **ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)** vient d'annoncer la mise en place de nouvelles mesures en francisation (<http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/fr/mesures/Mesures-Francisation-Brochure2008.pdf>) afin de favoriser l'intégration des personnes immigrantes à la société québécoise et au marché du travail. Ces nouvelles mesures visent trois objectifs : « franciser plus tôt », c'est-à-dire avant l'arrivée au Québec des candidats sélectionnés, « franciser plus » en rejoignant de nouvelles clientèles, et « franciser mieux » en arrimant le contenu des cours aux besoins de certaines professions.

Le **MICC** a aussi mis sur pied de nouvelles mesures qui aideront les immigrants à s'intégrer plus rapidement au marché du travail (<http://www.micc.gouv.qc.ca/publications/fr/mesures/Mesures-Integration-Brochure2008.pdf>). Ces mesures, comme celles en francisation, ont aussi pour objectif de mobiliser les entreprises en vue de promouvoir l'apport de la main d'œuvre immigrante. Parmi les 18 mesures annoncées, on prévoit notamment la mise en place d'un système d'accompagnement personnalisé qui permettra aux candidats sélectionnés d'entreprendre plus tôt leur démarche d'insertion socioprofessionnelle au Québec. On prévoit par ailleurs la création de formations sur le fonctionnement du milieu du travail québécois et les conduites culturelles en emploi afin de faciliter l'adaptation des immigrants à leur nouvel environnement.

La **Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes** accueille favorablement ces nouvelles mesures en francisation et en intégration. (<http://www.tcri.qc.ca/Pdf/Communiqu% E92008.03.31Int% E9gration.rtf>). L'organisme se dit

toutefois préoccupé par l'éparpillement des mesures et la multiplication des acteurs, ce qui rend la tâche difficile et laborieuse pour un nouvel arrivant à la recherche de ressources adaptées à ses besoins.

## **AILLEURS DANS LE MONDE...**

### 6. Accès à la fonction publique en France : des discriminations persistent

Le **gouvernement français** vient de rendre public le *Rapport de la mission préparatoire au réexamen général du contenu des concours d'accès à la fonction publique de l'État* (<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/084000100/0000.pdf>), dont l'objectif est d'évaluer l'efficacité et la pertinence des concours actuels donnant accès aux emplois dans la fonction publique française. Selon le rapport, une certaine discrimination, mal mesurée, se serait établie dans le système de recrutement de la fonction publique. Les quelques rares études sur l'accès à la fonction publique des enfants d'immigrés ont des conclusions bien divergentes : alors que certaines études évoquent un mouvement de fermeture de la fonction publique depuis 1990, d'autres, à l'inverse, estiment qu'un immigrant établi depuis plus de 10 ans en France a autant de chance qu'un Français de souche d'accéder à la fonction publique. Malgré tout, « un sentiment diffus de discrimination existe ». Selon le rapport, un phénomène d'auto exclusion serait très probable, notamment parce que les concours semblent inaccessibles pour une bonne partie de la population. Enfin, une étude statistique aurait démontré que l'accès à la fonction publique pour un enfant dont les deux parents sont immigrés serait plus difficile que l'accès au secteur privé (écart de 30%).

## **DANS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES...**

### 7. Situation mondiale des réfugiés et des demandeurs d'asile : rapport sur les niveaux et les tendances dans les pays industrialisés

L'**Agence des Nations Unies pour les réfugiés** a rendu public le rapport statistique *Niveaux et tendances de l'asile dans les pays industrialisés, année 2007* (<http://www.unhcr.org/statistics/STATISTICS/47daae862.pdf>), qui dresse un portrait des nouvelles demandes de reconnaissance du statut de réfugié soumises au cours de l'année 2007. Au total, plus de 338 000 nouvelles demandes ont été déposées dans 43 pays industrialisés, une augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année 2006. Selon le rapport, les cinq premiers pays d'origine des requérants d'asile en 2007 ont été l'Iraq, la Fédération de Russie, la Chine, la Serbie et le Pakistan. Enfin, en 2007, les États-Unis ont été le principal pays de destination des demandeurs d'asile avec près de 50 000 nouvelles demandes, soit plus de 15% de l'ensemble des demandes d'asile.

### 8. Suivi de Durban : le Conseil des droits de l'homme tient un débat général sur la lutte contre le racisme

Dans le cadre du suivi et de l'application de la *Déclaration* et du *Plan d'action de Durban*, le **Conseil des droits de l'homme** de l'ONU a tenu dernièrement un débat général sur les questions relatives au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et à l'intolérance qui y est associée. Il a entendu dans ce cadre les déclarations d'une quarantaine de représentants de pays et d'organisations non gouvernementales. Alors que doit se tenir l'an prochain, à

Durban, la *Conférence d'examen et de suivi de la Conférence mondiale contre le racisme*, nombreux ont été les intervenants à souligner la lenteur des progrès réalisés en matière d'application de la *Déclaration* et du *Programme d'action de Durban*. Plusieurs délégations ont pour leur part apporté leur soutien à l'exercice de l'élaboration de normes complémentaires qui permettraient de renforcer la protection des victimes du racisme. Le résumé du débat est disponible en ligne

(<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view01/A4967A3079E9686AC1257418006CA76B?opendocument>).

#### 9. Union européenne : rapport sur les besoins des communautés musulmanes

L'**Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne** vient de rendre public le rapport *Community Cohesion at Local Level : Addressing the Needs of Muslim Communities* ([http://fra.europa.eu/fra/material/pub/muslim/LCN\\_EN.pdf](http://fra.europa.eu/fra/material/pub/muslim/LCN_EN.pdf)) qui porte sur les besoins des communautés musulmanes au sein des pays membres de l'Union européenne. L'organisme dresse un portrait de la situation des communautés musulmanes en Europe puis donne plusieurs exemples de « bonnes pratiques » en matière de lutte au racisme qui démontrent à quel point la non-discrimination peut contribuer à renforcer la cohésion sociale et à assurer une meilleure intégration des communautés musulmanes. Le rapport formule une série de recommandations en matière d'éducation, d'emploi et de services publics afin de favoriser une meilleure intégration des communautés musulmanes en Europe.

## ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

### INTERNATIONALES...

#### 10. Les peuples autochtones et les minorités seraient les plus affectés par les changements climatiques

Selon le rapport *State of the World's Minorities 2008* du **Minority Right Group International** (<http://www.minorityrights.org/download.php?id=459>), les populations autochtones et les minorités seraient les plus durement touchées par les changements climatiques. Au moment où les décideurs politiques sont en train de développer des stratégies visant à freiner les changements climatiques, l'organisme soutient qu'il est fondamental que les droits des minorités soient pris en compte. Outre les défis liés à l'environnement, le rapport souligne que les minorités font actuellement face à de nombreux défis causés notamment par la « guerre au terrorisme » et par les nombreux conflits ethniques qui continuent de faire rage dans plusieurs pays d'Afrique. En plus de présenter un portrait général de la situation des minorités dans le monde, le rapport comprend également une analyse de la situation des minorités par région (Afrique, Amériques, Asie, Europe et Moyen-Orient).

Cette veille a été compilée par Kim O'Bomsawin (adjoindé de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) avec la collaboration d'Ann-Marie Field (professionnelle de recherche à l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations) et de Jean-Claude Icart (Coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations).

Elle est réalisée avec le soutien du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Pour des renseignements ou commentaires, communiquer au CRIEC:

[criec@uqam.ca](mailto:criec@uqam.ca) ou (514) 987-3000 poste 3318